



Parution de Bruxelles en mouvement, publication d'IEB  
Bruxelles en mouvements n°310 Polis - Police - mars 2021

La police occupe désormais une place considérable dans le débat public, chose dont cette institution se serait sans doute bien passée. De dérapage en bavure, la confiance en les forces de l'ordre est mise à mal auprès d'un nombre croissant de personnes et de nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui pour dénoncer un problème structurel et systémique, bien plus fondamental donc que quelques « pommes pourries ».

À travers ce dossier, la volonté de Bruxelles en mouvements est notamment de relier ces constats au territoire sur lequel ils se déroulent. L'environnement, comme nous l'entendons chez IEB, est à la fois social, écologique, économique, politique, culturel, urbanistique... Dans cet environnement polysémique vivent des habitants dont les corps subissent l'amplification de la sécurisation et de la mise sous contrôle de l'espace vécu par une montée en puissance de la violence institutionnelle.

Ce numéro s'appuie sur de nombreux apports extérieurs à IEB, des personnes dont les actions et les questionnements voisinent les nôtres et se complètent. La question que nous nous sommes posée et que nous leur avons posée pourrait être naïvement résumée comme telle : « Que fait la police en ville ? Que fait la police à la ville ? »

Ce dossier s'intéresse particulièrement aux quartiers populaires de Bruxelles, notamment à Cureghem - où, suite aux émeutes des années 1990, des politiques sécuritaires ont vu le jour doublées de politiques urbanistiques qui de facto visent et s'exercent aux dépens des jeunes issus des milieux populaires - et au bas de Saint-Gilles - où des habitant-es s'organisent pour faire face aux violences policières.

Il questionne le rôle de la police qui, dans une ville comme Bruxelles, dans un centre-ville touristique et des quartiers en gentrification, est aussi de faire respecter une impression d'ordre... notamment en dégageant les indésirables, sans-abri, sans-papiers et autres.

Il explique comment la police gère événements festifs et manifestations politiques selon le principe de « Gestion négociée de l'espace public ».

Il illustre, à travers plusieurs exemples, le caractère raciste et sexiste que revêt l'action de la police lorsque l'ordre qu'elle maintient est lui-même raciste et sexiste.

Il parle des technologies de la surveillance qui se déploient sur les places, sur les murs, dans les réverbères... et des conceptions sécuritaires de l'espace public qui - à travers l'urbanisme - s'inscrivent dans nos villes jusque dans les moindres détails.

Au fil de la lecture, force est de constater que la répression vise les manifestations des «



problèmes sociaux », pas leur cause. À l'ère du néolibéralisme, d'un accroissement de la pauvreté et d'une réduction continue des redistributions sociales (sous forme de services publics notamment), il n'y a sans doute rien d'étonnant à voir les paradigmes sécuritaires et répressifs se multiplier.

[Télécharger le Bruxelles en mouvement: Police](#)

